

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

PARAISSANT LE DIMANCHE

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 Centimes le Numéro

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

PARIS. — 5, rue Rodier, 5. — PARIS

ADMINISTRATEUR - DÉLÉGUÉ

Gabriel FARJAT

LE CONGRÈS D'ÉPERNAY

Aujourd'hui 15 août, s'ouvre à Epernay, salle de l'Horticulture, rue de la Paix, le 17^e Congrès national du Parti Ouvrier Français.

La séance d'ouverture (9 heures du matin) sera consacrée à la vérification des pouvoirs.

Le Congrès aussitôt constitué sera saisi du rapport suivant au nom du Conseil national.

Rapport sur la situation générale

DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

De Septembre 1898 à Août 1899

PRÉSENTÉ

Au nom du Conseil National

par le citoyen Jules GUESDE

Secrétaire pour l'Intérieur

En désignant Epernay pour le siège du XVII^e Congrès national annuel du Parti ouvrier français, le Conseil national a voulu rendre hommage aux vaillants camarades de cette ville, aux nombreux et dévoués groupes de cet arrondissement, dont les efforts se sont traduits en février dernier par une si éclatante affirmation socialiste et ouvrent désormais une voie rapide à notre propagande et à l'organisation du Parti dans la région de l'Est.

En décidant, dans sa séance exceptionnelle du 25 juin, d'avancer d'un mois la tenue de ces assises nationales précédemment fixées à fin septembre, le Conseil national a voulu que le Parti tout entier fut mis, au plus tôt, en mesure de décider de la ligne de conduite à suivre en face des graves et pressants problèmes qui se posent à cette heure devant le socialisme français et le socialisme international.

Au début de ce rapport sur la situation du Parti Ouvrier et sur son action générale depuis le Congrès de Montluçon (septembre 1898), le Conseil National doit un suprême salut de reconnaissance aux deux de ses membres tombés en pleine bataille et dont la disparition soudaine a frappé le Parti et mis en deuil la France ouvrière et socialiste :

A Jean Dormoy, l'ouvrier métallurgiste de l'usine Saint-Jacques, le condamné de la magistrature bourgeoise, l'embastillé de Sainte-Pélagie, successivement conseiller municipal, conseiller d'arrondissement, maire et conseiller général de la grande cité montluçonnaise ; le propagandiste à l'énergie incomparable qui amena au Parti tous les centres industriels de l'Allier et de la région du centre ; le travailleur assidu de nos congrès nationaux et l'un de ceux qui, en 1882, contribuaient à sauver des compromissions et des déviations possibilistes d'alors l'honneur et l'avenir du socialisme ; l'initiateur, au Congrès corpora-

tif de Bordeaux, de cette manifestation ouvrière, de ces mises en demeure nationales de février 1889, d'où devaient sortir les mises en demeure internationales qui, depuis 1890, constituent nos Premiers-Mai ;

A Aline Valette, la femme au cœur noble, à l'esprit élevé, à l'instruction supérieure ; elle aussi, propagandiste accomplie et par la parole et par la plume, qui, soit déléguée à nos Congrès nationaux et internationaux, soit inspectrice du travail, s'était donnée tout entière à la double émancipation du prolétaire et de la femme et qui, dans son journal *l'Harmonie sociale*, avait ainsi formulé la condition même de l'émancipation féminine : « L'affranchissement de la femme est dans le travail affranchi. »

Ce premier devoir accompli, nous allons maintenant présenter au Congrès un aperçu général des forces du Parti et un résumé de son œuvre sur les différents terrains, avec ses divers modes d'action, depuis septembre 1898.

ACTION ÉLECTORALE

Comme les années précédentes, et conformément à la tactique du Parti, nos groupes et sections n'ont pas laissé passer les élections complémentaires qui ont eu lieu, sans affirmer notre programme et déployer notre drapeau.

Élections municipales. — Les élections municipales complémentaires nous ont donné : un élu à Vitry-sur-Seine (18-25 septembre 1898) ; — 4 élus à Noyarey (25 septembre) ; — 3 élus à Courbevoie (16-23 octobre) ; 2 élus à Saint-Laurent-du-Pont (23-30 octobre) ; 1 élu à Narbonne (23 octobre) ; — 18 élus à Calais (30 octobre-7 novembre) ; — 1 élu à Saint-Rémy-de-Provence (11 décembre) ; — 7 élus à Tullins (11-18 décembre) ; — 4 élus à Montluçon (25 décembre) ; — 8 élus à Carpentras (8-15 janvier 1899) ; — 1 élu à Souigny (22 janvier) ; — 2 élus à Saint-Privé (janvier) ; — 6 élus à Saint-Gilles-Forêts (5 mars) ; — 8 élus à Lodève (19 mars) ; — 1 élu à l'Île Saint-Denis (19 mars) ; — 2 élus à Hem (26 mars-2 avril) ; — 4 élus à Ay (9-16 avril) ; — 3 élus à la Villa-Magenta (9 avril) ; — 3 élus à Persan (23 avril) ; — 9 élus à Chantenay (7-14 mai) ; — 12 élus à l'Anse-Bertrand, Guadeloupe (mai).

Le Parti a encore pris part aux batailles municipales de Flers-Breucq (11 septembre) ; — Paris, quartiers du Jardin des Plantes et de la Santé (16 octobre) ; — de Coulogne (30 octobre) ; — de Doulezon (1^{er} janvier) ; — de Vienne (19 mars) ; — de Nanterre (9 avril) ; — d'Emmerin (9 avril) ; — de Macau (14 mai) ; — de Saint-Macaire (21 mai) ; — de Boursault 2 juillet) ; — de Valenciennes (16 juillet) ; — de Paris, quartier de la Porte Saint-Martin (30 juillet).

Élections au Conseil d'Arrondissement. — Trois élus : le citoyen Michel, pour le 8^e canton de Marseille (18-25 septembre) ; — le citoyen Contrepas, pour le canton d'Ai-

gucmortes (18-25 septembre) ; — le citoyen Louis Gendre, pour le 3^e canton de Marseille (18-25 décembre).

Le Parti s'est également affirmé lors des élections au Conseil d'Arrondissement dans les cantons de Bourbourg (20 octobre), où son candidat le citoyen Aimé Machy a groupé 474 voix et d'Asnières (18 juin), où le citoyen Rouans a groupé 875 suffrages.

Élections au Conseil Général. — Le 16 octobre, le citoyen Gamblin, présenté par la section Calaisienne, est élu par 2321 voix contre 2291 données au citoyen Salembier. Le 13 novembre, le citoyen Guichet est élu au premier tour par 1289 suffrages, conseiller général des Martigues, en remplacement de l'opportuniste Jules-Charles Roux, siège gagné.

Dans le canton de Courbevoie, le citoyen Parisot est élu au second tour de scrutin le 11 décembre par 2.187 suffrages : c'est la première trouée faite dans le Conseil général de la Seine. Le citoyen Constans, maire de Montluçon, est élu le 29 janvier par 3.025 voix, conseiller général de Montluçon-ouest, en remplacement de Dormoy. Le 19 mars, à Bourgneuf, le jeune groupe du Parti fait élire son candidat, le citoyen Daboueix par 1.179 voix contre 1.155 au candidat opportuniste : c'est notre première entrée en ligne dans le département de la Creuse.

A la Guadeloupe, où l'élection législative de Légitimus a donné à nos troupes une impulsion décisive, victoire sur toute la ligne. Les diverses élections au Conseil général qui y ont eu lieu nous ont donné neuf nouveaux élus, et à la session du 25 novembre, c'est Légitimus qui a été appelé à la présidence du Conseil général.

Élections législatives. — Quatre batailles sur le terrain législatif : dans la 3^e circonscription de Valenciennes, le citoyen Rémy obtient 520 voix (22 janvier) ; dans l'arrondissement d'Epernay, le citoyen Mathis, conseiller municipal, obtient 5.231 voix (5 février) ; dans la 1^{re} circonscription de Narbonne, le citoyen Ferroul, réélu au premier tour par 5.758 voix, reprend le siège qui lui avait été deux fois volé par les fraudes gouvernementales (26 février) ; dans la 1^{re} circonscription d'Avènes, le citoyen Moret obtient 4.062 voix (28 mai).

Au total : cent conseillers municipaux ; 3 conseillers d'arrondissement ; 14 conseillers généraux ; un député : tel est depuis le Congrès précédent, le bilan de l'action électorale du Parti Ouvrier Français.

PROPAGANDE

En même temps que l'action électorale, la propagande générale a été énergiquement menée d'un bout à l'autre du territoire.

Les membres du Conseil national ont pris part à 215 conférences, réunions, meetings ou Congrès dans les 156 villes suivantes :

Ablois, Abrets (les), Aix, Albi, Alzon, Ambrault, Anduze, Angoulême, Annemasse, Annonay, Arbrele (l'), Avenay, Avize, Ay.

Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Beaucaire, Beaucourt, Beaumont, Bergères-sur-Montmirail, Bernin, Béziers, Bollène, Bordeaux, Bourg, Bourgoin, Boursault, Bresse.

Calvisson, Canaules, Carpentras, Charbris, Châlon-sur-Saône, Chambéry, Chambly, Châteauroux, Château-Thierry, Cette, Colombes, Connantre, Corbeil, Coteau (le), Couiza, Courbevoie, Courgivaux, Cramant, Creil, Croix, Cuis.

Damery, Deville-lès-Rouen, Digoïn, Dizy, Domène, Dormans, Dun-le-Poëlier.

Epernay, Esperaza, Esternay, Estissac, Estréchure (l'), Etampes.

Festigny, Fère-Champenoise (la), Flavigny, Foix, Fontaine, Forestière, (la), Fourmies, Fromentiers.

Grenoble, Gueugnon.

Issoudun, Izeaux.

Labruguière, Lassalle, Leuwrigny, Ligny-en-Barrois, Lille, Limoges, Lyon, Lunel.

Mâcon, Magenta, Manosque, Mareuil-le-Port, Marigny-le-Chatel, Marseille, Massignan, Melun, Mesnil (le), Moirans, Montargis, Montauban, Montceau-les-Mines, Montchanin, Monthelon, Monthléry-Linas, Montluçon, Montmirail, Montpellier, Moranges, Moslins.

Nancy, Nîmes, Niort.

Orange.

Paris, Pernes, Perrecy-les-Forges, Pierre-Bénite, Plantiers (les), Pleurs, Pompi-gnan, Pont-en-Royans, Portabinson, Privas, Proveysieux, Pruniers, Puteaux.

Quillan.

Reims, Reuilly, Rives, Roanne, Romilly, Roubaix.

Sassenage, Saint-André-de-Valborgne, Saint-Aubin (Nord), Saint-Fargeau, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Julien-en-Genevois, Saint-Laurent-le-Minier, Saint-Martin-d'Hères, Sainte-Savine.

Thonon-les-Bains, Thouars (Deux-Sèvres), Toucy, Toulon, Tours, Trie-Château, Troyes, Tullins.

Valence, Vatan, Velleron, Vendœuvre, Venteuil, Verneuil, Veynes, Vienne, Vincennes, Vincelles, Vitry-sur-Seine, Viviers, Voiron.

A ces diverses réunions, les membres du Conseil national ont contribué dans la proportion suivante :

Zévaès, 74 — Krauss, 35 — Pédrion, 35 — Pastre, 33 — Roussel, 29 — Dufour, 28 — Bénèzech, 28 — Guesde 12 — H. Légitimus, 9 — Carnaud, 8 — Chauvin, 7 — Ferroul, 4 — Cadenat, 4 — Sauvanet, 3 — G. Farjat, 3 — Fortin, 1.

A ces conférences faites par les membres du Conseil national, il faut ajouter, pour avoir une idée, même incomplète, de l'activité propagandiste du Parti, celles qui, par centaines et centaines, ont été

données dans les diverses régions avec le concours de nos camarades :

Gabriel Bertrand, Dupuy, Georges Maillet, Miguet, Parisot, Phalippou, Lucien Roland (de la Fédération de la région parisienne et de la Fédération de la V^e circonscription de Saint-Denis);

Baillieu, Delcluze, Délesalle, G. Delory, Devernay, Devraigne, Henri Ghesquière, Samson, Siauve-Evausy, Ragheboom, Rassal (de la Fédération du Nord);

Compère-Morel (de la Fédération de l'Oise);

Corgeron, Lozach, H. Millet (de la Fédération de l'Aube);

Mathis, Pérot, Richard (de la Fédération de la Marne);

Béraud, Dognin, Girard, Ribaud (de la Fédération de l'Isère);

Constans et Fouilland (de la Fédération centrale);

Teissonnière et Treich (de la Fédération de la Haute-Vienne et du Centre);

Brunelière (de Nantes);

Cachin, Calixte Camelle, Raymond Lavigne, Londex, Valentin Maurin (de la Fédération girondine);

Gabarrou, Serres et Jean Manalt (de la Fédération des Pyrénées-Orientales);

Docteur Delon et Mazoyer (de la Fédération du Gard).

ORGANISATION

NOUVEAUX GROUPES

Grâce à cette propagande ininterrompue nos groupes se sont fortifiés, multipliés.

A nos fédérations de la région du Nord, de l'Oise, de la région parisienne, de la 5^e circonscription de Saint-Denis, de l'Aube, de la Marne, de l'Allier (1), de l'Isère, du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, de Vaucluse, de la Gironde, représentées déjà à nos Congrès antérieurs, se sont ajoutées les fédérations suivantes :

1^o Fédération socialiste des Deux-Sèvres,

2^o Fédération de la Haute-Vienne et du centre (Creuse et Dordogne),

3^o Détachement guadeloupéen du Parti Ouvrier Français;

ce qui porte à seize le nombre de nos grandes organisations fédérales (départementales ou régionales) (2).

Se sont constitués, ou ont adhéré au Parti les 97 groupements — sections et groupes du Parti, groupes de jeunesse socialiste, syndicats agricoles — dans les 95 villes suivantes de 37 départements :

AINSE. — *Château-Thierry.*

AIN. — *Bourg.*

ALLIER. — *Argent, Domérat, Lignerolles, Montluçon, Saint-Bonnet-Tronçais, Saint-Palais, Saint-Pourçain, Saint-Sauvier, Treignat, Urcay.*

ALPES (HAUTES). — *Veynes.*

ARDÈCHE. — *Privas, Vallon.*

ARIÈGE. — *Foix.*

AUDE. — *Couiza, Coursan,*

AUBE. — *Avance, Bar-sur-Aube, les Crouesses, Gyé-sur-Seine, Neuville-sur-Seine, Vendœuvre.*

CHARENTE. — *Angoulême.*

CREUSE. — *Bourgueneuf.*

DORDOGNE. — *Périgueux.*

DROME. — *Valence, St-Jean-en-Royans.*

EURE-ET-LOIR. — *Dreux, Fresnay-le-Gilmert.*

GARD. — *Bréau, Saint-Gilles.*

GIRONDE. — *Balzac, Fargues, Préchac, Santernes, Saint-Antoine-du-Breuilh.*

HÉRAULT. — *Agde, Cournonterral, Moudaison.*

ISÈRE. — *Les Abrets, Beaurepaire, Crolles, Le Fontanil, Foutaine, Notre-Dame-de-l'Osier, Parmilieu, Seyssinet, Saint-Laurent-du-Pont.*

LOIRE. — *Bussières.*

LOT-ET-GARONNE. — *Bruch.*

LOZÈRE. — *Saint-Etienne-Vallée-Française.*

MARNE. — *Avenay, Ay, Boursault, Darnery, Dizy, Dormans, Epernay, Sézannes.*

MEUSE. — *Morlaincourt.*

(1) La fédération de l'Allier s'est reconstituée et étendue depuis quelques mois et a pris le titre de Fédération centrale du Parti Ouvrier Français.

(2) Les fédérations du Rhône et des Alpes qui figuraient au Congrès de Montluçon, se sont dissoutes.

NORD. — *Bourbourg, Coudekerque-Branche, Ligny, Malincourt, Montigny-en-Gohelle, Mons-en-Barœul, Saint-Souplet.*

OISE. — *Chambly.*

PYRÉNÉES (HAUTES). — *Tarbes.*

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — *Camélas.*

RHÔNE. — *Amplepuis.*

SAÛNE-ET-LOIRE. — *Macon.*

SAVOIE (HAUTE). — *Annemasse, Thonon.*

SEINE. — *Paris.*

SEINE-ET-MARNE. — *Melun.*

SEINE-ET-OISE. — *Arpajon, Etampes.*

SOMME. — *Amiens, Abbeville.*

TARN. — *Castres.*

VAUCLUSE. — *Avignon, Bollène, Lapaud, Mazan, Orange, Le Thor, Vaison, Valréas, Villes.*

YONNE. — *Saint-Fargeau, Saint-Privé.*

Le Conseil national du Parti a encore reçu l'adhésion du groupe français d'études sociales de Genève, qui joint son action à celle de nos amis d'Annemasse et de Thonon, pour la propagande en Haute-Savoie.

CONGRÈS RÉGIONAUX

Quatorze Congrès départementaux ou régionaux ont été tenus par les Fédérations du Parti. Ce sont les suivants :

En septembre, premier Congrès régional du Détachement Guadeloupéen du Parti Ouvrier Français, tenu au Lamentin, avec le concours du citoyen Légitimus;

Le 2 octobre, à Beaucaire, cinquième Congrès de la Fédération socialiste du Gard, avec le concours des citoyens J.-B. Bénézech, Pastre et A. Zévaës;

Le 4 décembre, à Thouars, premier Congrès de la Fédération socialiste des Deux-Sèvres, avec le concours des citoyens Jules Guesde, Pastre et A. Zévaës;

Le 11 décembre, à Vienne, troisième Congrès de la Fédération socialiste de l'Isère, avec le concours de J.-B. Bénézech, Krauss et A. Zévaës;

Le 15 janvier, à Carpentras, troisième Congrès de la Fédération socialiste de Vaucluse, sous la présidence du citoyen Flaissières, maire de Marseille, et avec le concours des citoyens Pastre et A. Zévaës;

Le 29 janvier, à Reims, cinquième Congrès de la Fédération du Parti Ouvrier de la Marne;

Le 5 février, à Paris, quatrième Congrès de la Fédération de la région parisienne, avec le concours des citoyens Palix, député du Rhône, René Chauvin, G. Farjat et Roussel;

Les 2 et 3 avril, à Marigny-le-Chatel, neuvième Congrès de la Fédération des organisations ouvrières et des groupes du Parti Ouvrier de l'Aube, avec le concours du citoyen Roussel;

Le 16 avril, à Lens, Congrès régional de la Fédération de la région du Nord;

Le 16 avril, à Cette, quatrième Congrès de la Fédération socialiste de l'Hérault, avec le concours des citoyens J.-B. Bénézech et Ferroul;

Le 14 mai, à Bordeaux, neuvième Congrès de la Fédération Girondine, avec le concours des citoyens Ferroul, H. Légitimus et Jourde;

Le 25 juin, à Creil, quinzième Congrès de la Fédération du Parti Ouvrier de l'Oise, avec le concours du citoyen Ed. Fortin;

Le 30 juillet, à Montluçon, premier Congrès régional de la Fédération centrale du Parti, avec le concours du citoyen Dufour;

Le 6 août, à Niort, deuxième Congrès de la Fédération socialiste des Deux-Sèvres.

A ces quatorze congrès périodiques de nos diverses fédérations départementales et régionales, il faut ajouter les congrès particuliers suivants :

Le 9 octobre 1898, à Lunel, premier Congrès des groupes du Parti de la 1^{re} circonscription de Montpellier;

Le 13 mai 1899, à Bordeaux, Congrès des élus municipaux du Parti Ouvrier Français de la Gironde;

Le 25 juin, à Lille, Congrès régional des élus du Parti Ouvrier (conseillers prud-hommes, conseillers municipaux, adjoints et maires, conseillers d'arrondissement et généraux);

Le 30 juillet, au Vigan, Congrès des groupes de la circonscription;

Le 6 août, à Marsillargues, deuxième Congrès des groupes du Parti de la 1^{re} circonscription de Montpellier.

En dehors de ces Congrès tenus par des fédérations et groupes directement adhérents au Parti Ouvrier Français, le Parti était encore représenté :

Le 30 octobre 1898, au troisième Congrès de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, à Aix (délégués : Cadenat et Carnaud);

Les 11 et 12 juin 1899, au premier Congrès régional des groupes socialistes du sud-ouest, à Montauban (délégué : Ferroul);

Les 2 et 3 juillet, au Congrès de la Fédération d'unité socialiste du Tarn, à Albi (délégué : J.-B. Bénézech);

Le 30 juillet, au Congrès extraordinaire de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, à Marseille (délégué : A. Zévaës);

Le 30 juillet, au Congrès des groupes socialistes de Saône-et-Loire, à Chalon (délégué : G. Farjat).

PRESSE DU PARTI

A son organe central, *Le Socialiste*, à ses deux quotidiens du Nord, *Le Réveil* et *L'Égalité*, à ses huit hebdomadaires de Grenoble, Troyes, Narbonne, Montluçon, Roanne, Perpignan, Niort et Limoges (1), se sont ajoutés :

un tri-hebdomadaire, *Le Combat*, de Calais;

un bi-hebdomadaire, *L'Éveil Social*, de Toulon;

sept hebdomadaires, *Le Socialiste de la Gironde*, *L'Écho des Travailleurs* de Boulogne-sur-mer, *L'Avénir Social* de Marseille, *L'Étincelle* d'Agde, *L'Avénir* de Valenciennes, *Le Réveil des Travailleurs* de Meurthe-et-Moselle, *Le Réveil Social* de Nantes;

un bi-mensuel, *Les Antilles Socialistes.*

La presse du Parti Ouvrier Français comprend donc à cette heure : deux journaux quotidiens et dix-neuf organes hebdomadaires et périodiques.

LE PARTI OUVRIER & LES GRÈVES

Les grandes grèves qui, depuis un an, ont mis aux prises les salariés et leurs exploités, n'ont pas laissé indifférent le Parti ouvrier, qui s'est porté au secours des grévistes pour les aider dans leur œuvre de résistance aux agissements patronaux et gouvernementaux et dans l'œuvre nécessaire d'organisation.

En mars dernier, c'est la grève générale des faïenciens de Saint-Amand, provoquée par le renvoi de sept membres de la commission administrative du syndicat. Grâce à nos camarades du Comité fédéral de la Fédération du Nord et de la section du Parti ouvrier de Saint-Amand, la défense des travailleurs fut sérieusement organisée, nombre de meetings et de réunions publiques furent tenus. Après vingt et un jours de lutte, le travail put être repris, non pas, hélas ! avec la victoire, mais avec l'honneur et l'organisation syndicale sauvée.

En mai et juin, grève générale des mégissiers de Grenoble et de Fontaine, au cours de laquelle intervient notre ami A. Zévaës.

En juin et juillet, ce sont les grèves de Saône-et-Loire — mineurs de Montceau et de Perecy, métallurgistes du Creusot et de Gueugnon, tuiliers et briquetiers de Montchanin, faïenciens de Digoïn — qui relèvent la pierre de sépulcre sous laquelle les Schneider, les Chagot et autres Championnet avaient muré la classe ouvrière de cette région essentiellement industrielle. Nos amis Krauss, Dufour et Zévaës se sont, à plusieurs reprises, rendus sur ces divers champs de bataille du prolétariat et n'ont pas peu contribué aux résultats heureux obtenus par ces diverses grèves, dont la portée socialiste aura été considérable. Non seulement sur différents points

(1) *Le Droit du Peuple*, *Le Réveil des Travailleurs*, *La République Sociale*, *Le Socialiste de l'Allier*, *L'Avant-Garde*, *Le Republicain*, *L'Écho des Deux-Sèvres* et *La Bataille Sociale*.

de leurs revendications, les grévistes ont obtenu satisfaction, mais ils sont rentrés à la mine, à l'usine, organisés : de vastes et nombreux syndicats, ainsi que des groupes d'études sociales, ont été constitués au Creusot, à Montchanin, à Gueugnon, à Montceau, à Digoïn. Ainsi, dans ces grands centres industriels, jusqu'ici considérés comme des fiefs imprenables de la féodalité capitaliste, voici le prolétariat réveillé de son si long sommeil et organisé à la fois sur le terrain économique et sur le terrain politique.

Au commencement de juillet, lors de la grève du bâtiment de Tours, le citoyen Dufour, député de l'Indre, s'est aussitôt rendu à l'appel des grévistes.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Fidèle à sa tactique internationaliste, le Parti ouvrier français, ne s'est pas contenté d'être en relations suivies avec les Partis ouvriers et socialistes d'Europe et d'Amérique. Il a tenu à se faire représenter par des délégués aux grandes manifestations du socialisme international qui ont pu se produire.

Ainsi, le secrétaire pour l'intérieur du Conseil national s'est rendu au congrès national de la démocratie-socialiste allemande tenu à Stuttgart, du 3 au 8 octobre.

Les citoyens Raymond Lavigne et G. Delory — qu'accompagnait par milliers, munis de l'insigne du Parti, les adhérents de nos sections de Lille, Roubaix, Armentières, Croix, etc... ont pris part aux grandes fêtes données par le Parti ouvrier belge, à l'occasion de l'inauguration de la somptueuse Maison du Peuple de Bruxelles (2, 3 avril 1899).

Les citoyens G. Delory et Gabriel Bertrand, représentaient le Parti à la conférence préparatoire du Congrès international de 1900 (Bruxelles, 27 et 28 mai 1899), et comme on le verra quand nous discuterons du Congrès international, toutes les questions formulées par notre Parti, après avoir été acceptées au comité d'entente, ont été ratifiées à Bruxelles.

Telle est, brièvement esquissée, l'action générale exercée pendant l'exercice 1898-99 par le Parti Ouvrier Français.

Ce que le Conseil National peut et doit affirmer, c'est que le Parti Ouvrier Français se présente à son 17^e Congrès National avec des forces accrues, avec la conscience d'avoir largement travaillé depuis une année à l'éducation et à l'organisation de la classe ouvrière et paysanne et d'avoir bien mérité du socialisme révolutionnaire international.

Vive le Parti Ouvrier !

Vive la Révolution sociale !

Vive l'Internationale !

LE PARTI SOCIALISTE

ET LE

Gouvernement bourgeois

Jaurès, dans la *Petite République* du 13 juillet, demandait qu'on écartât le cas particulier de Millerand et qu'on « se demandât un socialiste peut-il participer à un gouvernement bourgeois ? » La question est bien posée et c'est ainsi qu'on doit l'étudier ; cependant, quoique mettant hors de cause Millerand, il est néanmoins nécessaire d'analyser les événements politiques qui ont amené les socialistes à se poser une telle question.

×

Il s'est passé, durant ces dix dernières années, des faits d'une importance historique considérable ; par deux fois, les Bourgeois républicains ont fait appel aux socialistes pour sauver la République compromise par leurs erreurs politiques, leur lâcheté, leur concussion et dilapidation et leur impuissance reformiste.

Les socialistes, que toutes les fractions de la bourgeoisie républicaine mettaient hors du parti républicain, que tous les journaux

républicains insultaient et calomniaient outrageusement, que tous les ministres opportunistes et radicaux faisaient traquer par leur police, et condamner par leurs magistrats, répondirent à l'appel et firent face au péril boulangiste. Les uns se liguèrent avec les Constans, les Clémenceau, les Guyot et les Trarieux de la rue Cadet; les autres, ne voulant aucune compromission, entrèrent dans la lutte sous leur propre drapeau, combattant à la fois Boulanger et les républicains opportunistes et radicaux, les auteurs responsables de la crise. Nous étions de ceux-là : Millerand était alors avec nous pour déclarer : ni Constans, ni Boulanger.

Le péril passé, les républicains bourgeois nous témoignèrent leur reconnaissance en recommençant avec une nouvelle ardeur les poursuites policières et judiciaires et en reprenant les insultes et les calomnies un instant suspendues : ils devinrent même plus acerbes et plus canailles. C'est en effet après la crise boulangiste que, d'accord avec les antisémites et les nationalistes, ils organisèrent contre nous la campagne des sans-patrie, pour perdre le Parti socialiste dans l'opinion publique ; c'est sous le ministère Loubet que Liebknecht, délégué au Congrès de Marseille, dénoncé par les Millevoys du patriotisme, dut précipitamment nous quitter, pour épargner au gouvernement de la République le déshonneur de l'expulsion de cette France, pour qui il avait supporté des années de forteresse.

La République bourgeoise est si imbecilement gouvernée, qu'elle ne sort d'une crise que pour tomber dans une autre : au péril boulangiste succéda à brève échéance, à propos de l'Affaire Dreyfus, le péril clérical-militariste. Les généraux et les officiers qui filent si doux quand un supérieur les cravache, se mutinent contre la République; les jésuites, depuis le procès Zola, s'étaient emparé de la rue avec leurs équipes de camelots, leurs élèves et leurs gommeux : les républicains bourgeois veulent de nouveau faire appel aux socialistes pour reconquérir la rue et pour venger l'insulte au premier magistrat de la République.

Les deux crises que vient de traverser la République bourgeoise démontrent que les républicains, malgré les baïonnettes des soldats, les casse-têtes des policiers et les condamnations des magistrats, ne peuvent rester au pouvoir que si les socialistes les y maintiennent. Gambetta l'avait pressenti, quand il disait : « on ne gouverne pas contre Paris ». Il apprit à ses dépens toute la vérité de son axiome politique, dont la portée s'est généralisée depuis que les grandes villes, travaillées par les propagandistes, vibrent à l'unisson du Parti socialiste.

M. Waldeck-Rousseau, qui fut un des plus habiles lieutenants de Gambetta, précisément parce qu'il a essayé d'organiser la ligue du grand patronat contre le socialisme, apprécie à toute sa valeur la force du parti socialiste et c'est pour cela qu'il lui a fait une place dans son ministère. Le coup est hardi : le *Temps* et les *Débats*, qui représentent si exactement la conscience capitaliste, en frémissent encore.

Le fait est considérable ; il a eu un grand retentissement qui ira se prolongeant et se répercutant dans les masses profondes du populaire de France et des autres pays.

Les socialistes, qu'on a dépeint comme des partageux, des gens de sac et de corde, des sans-patrie, des imbeciles, qu'on a emprisonné pour avoir prêché le meurtre et le vol, ce sont eux qu'on appelle pour sauver la République, c'est l'un d'eux que l'organisateur du grand patronat choisit pour défendre l'ordre bourgeois. Quel éclair illuminant un nouvel horizon à la pensée populaire !

Le terroriste russe au fond de son cachot

de Sibérie en apprenant cette nouvelle dira : il y a quelque chose de changé dans le monde !

Je comprends, et qui comprend excuse, les socialistes qui dans le premier mouvement d'enthousiasme et sans apprécier les désastreuses conséquences de l'acte de Millerand ont crié : haro ! contre leurs vieux compagnons de lutte qui le dénonçaient et lui ont envoyé leurs chaudes félicitations. Mais je ne donne pas deux ans à ces camarades, non pour regretter les ordres du jour qu'ils ont lancés contre nous, mais pour reconnaître que nous avons été des pilotes vigilants et que nous avons raison de crier : casse-cou !

Il y a, en effet, quelque chose de changé dans le monde : Ces socialistes qui, il y a 20 ans, n'étaient qu'une poignée de sectaires et d'énergumènes, sont devenus une puissance, une force que la classe capitaliste veut enrôler à son service pour maintenir sa dictature de classe. Les bourgeois, pour mater l'énergie révolutionnaire des ouvriers, les ont grisés depuis un siècle avec leurs principes éternels de Liberté, de Justice, de Patrie, et pour assoupir leurs misères et leurs douleurs, ils les ont chloroformés avec la coopération, avec la participation aux bénéfices et autres réformes philanthropiques. Mais ni les principes éternels, ni la philanthropie n'ont de prise sur le monstre socialiste; il faut recourir à d'autres moyens pour le domestiquer et lui arracher ses dents et ses griffes.

L'habile Waldeck-Rousseau a recouru au procédé du gouvernement provisoire de 1848, qui, ainsi que le rappelait Bonnier, avait introduit dans son sein le socialiste Louis Blanc et l'ouvrier Albert.

La tactique est périlleuse. Elle a pleinement réussi en 1848 : Louis Blanc, avec ses conférences au Palais du Luxembourg, endormit la fougère révolutionnaire des socialistes, tandis que les bourgeois républicains faisaient venir d'Afrique le général Cavaignac et préparaient les massacres de Juin. Mais les temps sont changés ; le socialisme couvre une trop grande surface du pays, il est devenu trop conscient de sa mission pour être ainsi dupé, dompté et jugulé.

L'entrée de Millerand au ministère, c'est la reconnaissance officielle de la puissance du parti socialiste, de sa capacité de fournir des hommes pouvant administrer les affaires de la Nation : certes on avait déjà le fait des Dormoy, des Delory, des Carrette, des Flaissières, des Augé, administrant les grandes villes de France ; mais l'exemple de Millerand partant de plus haut, du faite gouvernemental, descendra plus profondément dans les masses populaires. Un jour, les socialistes révolutionnaires en récolteront les effets.

Quand éclata le 18 mars, j'étais en province et je fus témoin de la stupeur qu'il produisit même sur les hommes les plus avancés, qui maudissaient Thiers et les Favre et les Ferry de la Défense nationale ; ils se demandaient avec inquiétude : qui sont Varlin, Tridon, Malon, Franckel ? d'où viennent ces hommes nouveaux, ces inconnus ? sont-ils capables de gouverner et d'administrer la France ? Vienne une autre commotion jetant à bas les gouvernants bourgeois et portant au pouvoir les socialistes, et jusque dans les plus petits villages on sera convaincu que le parti socialiste peut prendre la direction des affaires sociales. Cette confiance, c'est le succès de la prochaine révolution.

Le parti socialiste est parvenu à ce point de développement que ce qu'on tentera contre lui par la force ou par la ruse, tournera à son avantage ; mais pour qu'il tire tout le profit des fautes de ses ennemis, les militants doivent être plus que jamais conscients des dangers de la situation et méfiant des pièges qu'on va leur tendre.

La crise boulangiste a ruiné le parti radical ; les ouvriers, lassés d'attendre les réformes qui s'éloignaient à mesure que les radicaux arrivaient au pouvoir, dégoûtés de leurs chefs qui ne prenaient les ministères que pour faire pire que les opportunistes, se débandèrent ; les uns passèrent au boulangisme, c'était le grand nombre, ce sont eux qui constituèrent sa force et son danger ; les autres s'envolèrent dans le socialisme.

Le parti radical est mort avant d'avoir réalisé les réformes les plus urgentes de son programme.

Nos gouvernants bourgeois étant les plus réactionnaires et les plus imprévoyants qui existent au monde, les plus insignifiantes réformes n'ont pu être obtenues qu'à coups de révolutions et de crises succédant aux crises, jusqu'à la débâcle.

Les réformes les plus simples, réalisées depuis longtemps dans d'autres pays, sont à attendre leur tour. L'interdiction du travail de nuit aux femmes, imposée en Angleterre à l'ogre capitaliste depuis près d'un demi-siècle, n'a été votée que dernièrement, après avoir fait pendant plus de 10 ans la navette entre la Chambre et le Sénat. L'inscription dans les contrats des communes et de l'Etat de clauses protectrices du travail et du salaire des ouvriers, en vigueur en Angleterre, en Hollande, en Belgique, en Suisse et aux Etats-Unis, ainsi que le coustate un remarquable rapport du citoyen Finance, du Bureau du Travail, ne peut être pratiquée que depuis l'entrée de Millerand dans le ministère.

Ces réformes promises par les radicaux, réalisables dans le milieu capitaliste, sont attendues avec impatience et seront accueillies avec joie, elles aideront puissamment le mouvement socialiste, en augmentant la force de résistance de la classe ouvrière. Il n'y a plus de parti radical pour les réaliser et pour les accomplir ; le parti socialiste ne peut envoyer de ses élus dans les ministères, même avec un mandat déterminé, car un socialiste ministre devient un commis de la classe capitaliste qui gouverne par la majorité parlementaire.

Les mesures les plus importantes sont discutées en Conseil des ministres et les résolutions qui y sont prises engagent la responsabilité de tous les ministres, même celle du ministre appartenant au socialisme le plus indépendant. Tous les radicaux entrés dans les ministères de concentration républicaine étaient, par exemple, responsables du maintien d'un ambassadeur auprès du pape et du budget des cultes, dont ils ne cessaient, depuis des années, de réclamer la suppression dans leurs programmes électoraux. On les accusait de trahison, tandis qu'ils ne faisaient qu'obéir aux nécessités de la fausse situation où ils s'étaient placés. Il en sera de même pour Millerand : l'*Aurore* du 9 août nous apprend que le ministre Waldeck-Rousseau continue, par l'entremise du libre-penseur Lannessan, les scandaleuses faveurs que les ministères précédents distribuaient au clergé qui vient de mettre la République en péril.

Ceux-là même qui accueillirent avec joie les réformes du ministre socialiste, seront les premiers à lui reprocher de prendre, d'accord avec ses collègues, des mesures en complète contradiction avec le programme socialiste. Le ministre socialiste est un homme perdu pour le socialisme, quoiqu'il fasse.

Mais il y a moyen de tourner la difficulté d'avoir des hommes énergiques et intelligents pour accepter le pouvoir et pour réaliser les réformes du programme radical, sans pour cela compromettre dans l'opinion publique le Parti socialiste, comme les Lockroy et les Bourgeois du radicalisme ont perdu le Parti radical.

Il n'y avait qu'à constituer un parti so-

cialiste ministériel sur le programme de Saint-Mandé, qui enrôlerait les radicaux désemparés, beaucoup de socialistes indépendants et les sociologues universitaires.

Le parti socialiste révolutionnaire ne lui marchanderait pas son appui ; on se rappelle avec quelle ardeur il soutint le ministère Bourgeois, qui cependant débuta par le maintien à Carmaux des forces policières et militaires qui par leur présence encourageaient Ressayguier à la résistance et qui, par leur terrorisme, obligèrent les grévistes à céder.

Le parti socialiste révolutionnaire, bien que soutenant un ministre réformiste, ne sera pas responsable des fautes que le ministère dans lequel il sera entré commettra nécessairement.

L'admission de Millerand dans un ministère est la preuve éclatante de la force du parti socialiste ; Waldeck-Rousseau a voulu le gagner par cette concession. Les ministères qui lui succéderont feront d'autres concessions, à condition que le parti socialiste conserve et augmente sa force ; et il ne maintiendra et n'étendra son influence sur l'opinion publique que s'il reste ce qu'il a été jusqu'ici : en dehors de toute combinaison ministérielle.

PAUL LAFARGUE

AUX URNES

Une élection au Conseil d'arrondissement a eu lieu dimanche dernier à Toulon.

Les suffrages du Parti se sont partagés entre ses deux candidats, le citoyen Charlois, qui a obtenu 691 voix et le citoyen Codur qui en a eu 612 — contre 1036 au candidat bourgeois.

Au second tour, l'union des voix socialistes assurera l'éclatante victoire du Parti ouvrier.

UNE LETTRE DE LIEBKNECHT

Notre ami W. Liebknecht vient d'adresser au *Temps* la lettre rectificative suivante :

Charlottenbourg, 2 août.

Monsieur le rédacteur,

Je n'ai pas fait une conférence sur la question Dreyfus. La réunion, dont vous avez parlé dans votre journal, avait à se prononcer sur les dernières élections bavaroises, et l'affaire Dreyfus n'y fut touchée qu'incidemment.

J'avais à parler des « compromis » et « alliances » politiques, et j'ai fait mention de l'entrée de M. Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau, que je ne puis pas approuver au point de vue socialiste, et que je cherchais à expliquer par la confusion produite dans les têtes par l'« Affaire », ou plutôt par le traitement et la fructification politique de l'« Affaire ».

Je n'ai pas dit que Millerand et Jaurès m'avaient écrit sur l'« Affaire » et sur leur tactique.

Je n'ai pas commis la maladresse de dire que « j'avais de l'influence » à Paris. Ce que j'ai dit, c'est que j'étais en relation avec des hommes qui ont de l'influence dans le parti.

Enfin, je n'ai pas dit un seul mot qui pourrait froisser Jaurès, que j'estime et respecte, quoique je ne puisse pas approuver sa tactique.

Et, quant à la révision du procès Dreyfus, j'ai toujours été pour la révision. Comme socialiste, je suis toujours et partout pour la justice et pour l'humanité. J'ai aussi une « affaire » à moi — l'affaire Ziethen — où la victime, dont l'innocence est absolument certaine, souffre toutes les tortures de votre Dreyfus depuis seize ans. Mais je n'ai jamais fait de cette affaire une question de parti.

L'affaire Dreyfus m'est bien connue, et je dois cela en grande partie à votre journal, que je lisais dans ma prison, quand le procès Zola eut lieu en France.

Mes salutations respectueuses.

W. LIEBKNECHT.

LES ACTES

M. de Lanessan, radical-socialiste, ministre de la marine, vient d'adresser la circulaire suivante, pour le port de Lorient, communiquée à tous les fonctionnaires de l'arsenal :

Paris, le 1^{er} Aout 1899

Monsieur le vice-amiral,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que sur la proposition de M. l'évêque de Vannes, j'ai attribué à la paroisse de Riantez les objets du culte ou ornements sacerdotaux désignés ci-après, lesquels sont disponibles dans votre arsenal ainsi qu'il résulte de l'état transmis à Paris le 9 juillet 1899, savoir :

1 Chasuble double blanche et verte en noir brodée en soie ; 1 Bourse ; 1 Etote ; 1 Manipule ; 1 Pale ; 1 Voile de calice.

Vous voudrez bien donner des instructions pour que ces objets soient mis dans les conditions habituelles à la disposition du curé de la paroisse sus-indiquée.

Signé : DE LANESSAN

Toujours la même manière de comprendre et de pratiquer la suprématie du pouvoir civil !...

De Rosa Luxembourg, dans le *Journal du Peuple de Leipzig* :

Au point de vue de la conception opportuniste du socialisme, telle qu'elle s'est manifestée ces temps derniers en Allemagne, notamment dans les théories de Bernstein, — c'est-à-dire au point de vue de l'*infiltration progressive du socialisme* dans la société bourgeoise, — l'entrée d'éléments socialistes dans le gouvernement doit paraître aussi désirable que naturelle. S'il est possible d'infiltrer peu à peu et à petites doses le socialisme à la société capitaliste, et s'il est vrai que l'Etat capitaliste se transforme insensiblement lui-même en un Etat socialiste, alors évidemment l'admission fragmentaire des socialistes au gouvernement ne peut être considérée que comme la conséquence normale du développement démocratique de l'Etat capitaliste. Cela correspond parfaitement à la conception qu'ont les socialistes opportunistes de la transformation de la majorité bourgeoise, au sein des assemblées législatives, en une majorité socialiste.

Cadrement ainsi avec la théorie de l'opportunisme, le cas qui nous occupe est en parfaite harmonie avec la *pratique* opportuniste. L'obtention de profits immédiats et palpables — peu importe par quelle voie — étant la ligne de conduite principale de cette pratique, l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois doit paraître au « politicien pratique » comme un succès inestimable. Que ne pourra réaliser un ministre socialiste, en matière de petites améliorations, de petits soulagements et de rapageage social !

La question se pose différemment si l'on part de ce point de vue qu'on ne pourra songer à introduire le socialisme qu'après l'effondrement complet de l'ordre capitaliste, et que l'action socialiste se réduit actuellement à la préparation — aussi bien dans les faits que dans les consciences — de ce moment, et cela au moyen de la lutte des classes. C'est un fait aujourd'hui acquis que la démocratie socialiste, si elle veut agir pratiquement, doit occuper dans l'Etat actuel toutes les positions qu'elle peut atteindre, et pénétrer partout. Mais il est en même temps sous-entendu que ces positions doivent être telles que la lutte de classe contre la bourgeoisie et son Etat y puisse être menée.

Or, sous ce rapport, il y a une différence essentielle entre les assemblées législatives et le gouvernement d'un Etat bourgeois.

Dans les parlements, les représentants de la classe ouvrière, s'ils ne peuvent pas faire triompher leurs revendications, peuvent tout au moins les défendre de façon à garder toujours une attitude oppositionnelle. Le gouvernement, au contraire, dont la fonction se résume dans l'*action* d'exécuter les lois, ne peut faire place dans la sphère de son activité, à une opposition de principes. Il doit agir toujours, et à l'aide de tous ses membres. Il doit, par conséquent — même

lorsque, comme c'est le cas des ministères de concentration en France, il est composé des représentants des différents partis — il doit être établi sur un terrain commun, pour ce qui est des bases fondamentales.

Ce terrain qui peut seul lui rendre l'action possible, c'est le terrain existant : celui de la société bourgeoise. Le représentant le plus extrême du radicalisme bourgeois peut parfaitement, en prenant les choses *grosso modo*, gouverner côte à côte avec le conservateur le plus arriéré. Quiconque, au contraire, se pose comme l'adversaire du principe même de l'ordre actuel, se trouve placé devant l'alternative suivante : — ou bien faire une opposition incessante à la majorité bourgeoise du gouvernement, c'est-à-dire n'être pas, en fait, un membre *actif* de ce gouvernement (et c'est là un état de choses évidemment intenable, qui aboutirait forcément à l'élimination du pouvoir de ce membre socialiste) ; — ou bien se mettre carrément de la partie, remplir les fonctions qu'exigent à tout moment la conservation et l'activité régulière de la machine de l'Etat, dans chaque branche de l'administration, c'est-à-dire n'être pas, en fait, un socialiste, — du moins dans les limites de l'action gouvernementale...

Si la pénétration d'un socialiste dans les assemblées représentatives aboutit au renforcement de la lutte de classes, c'est-à-dire au progrès de la cause prolétarienne, sa pénétration dans le gouvernement, au contraire, ne peut avoir comme conséquence que la corruption et le gâchis dans les rangs du Parti socialiste. Les représentants de la classe ouvrière, s'ils ne veulent pas renier leur rôle, ne peuvent que dans un seul cas entrer dans le gouvernement bourgeois : c'est pour s'en emparer et en faire le gouvernement de la classe ouvrière triomphante...

Le rôle du Parti socialiste, dans la société bourgeoise, est essentiellement celui d'un *parti d'opposition*. Comme *parti de gouvernement*, il ne peut entrer en scène que sur les ruines de la société bourgeoise.

×

C'est dans le même sens que se prononcent Parvus et Karl Kautsky lui-même, dans des articles que l'abondance des matières nous oblige à renvoyer à un prochain numéro.

LE

CONGRÈS DE MONTLUÇON

Dimanche 30 juillet s'est tenu, à Montluçon, le premier Congrès régional de la Fédération centrale du Parti Ouvrier français.

Le citoyen Dufour, député d'Issoudun, y assistait, délégué par le Conseil national du Parti.

Le Congrès a tenu deux séances : la première, de neuf heures à midi, a été consacrée à la vérification des pouvoirs ; la deuxième, ouverte à deux heures, a été consacrée à l'examen des questions portées à l'ordre du jour et était présidée par les citoyens Dufour, député et Constans, maire de Montluçon, assistés des citoyens Dumazet, maire de Commeny et Marsalon, conseiller d'arrondissement d'Huriel.

61 délégués sont présents, représentant 33 communes.

Au nom du Conseil fédéral, le citoyen Constans présente le rapport suivant sur l'état actuel de la Fédération :

Citoyens,

Nous sommes heureux de pouvoir vous présenter, à l'ouverture de notre 1^{er} Congrès régional annuel, la Fédération centrale du Parti ouvrier français réorganisée, possédant des organes fonctionnant régulièrement.

Nous avons tenu l'engagement que nous avions pris au XVI^e Congrès national du parti en développant le plus rapidement possible, autour de Montluçon, l'influence de notre parti par la création de Syndicats et de groupes adhérents.

Depuis le Congrès national de Montluçon, nous avons été douloureusement frappés par la perte de Jean Dormoy, cet infatigable luttéur qui usa son existence dans la lutte toujours active pour la cause du prolétariat.

La mort de notre regretté ami, les élections

qui s'en suivirent, retardèrent de quelques temps les tournées de nos militants qui ont pu néanmoins, en quelques mois, organiser des syndicats agricoles dans les communes de Lignerolles, Teillet-Argenty et Treignat ; des comités d'études sociales ont été fondés ou réorganisés à Saint Pourçain, Saint-Sauvier, Saint-Palais, Domérat, Commeny.

En même temps se fondait par les soins du Conseil fédéral, le groupe de la jeunesse socialiste révolutionnaire dont nous pourrions bientôt apprécier les services rendus au prolétariat par l'éducation politique des jeunes.

Mais là ne doit pas se borner notre action continuellement tendue vers le groupement de tous les travailleurs résolus à se libérer par la destruction de la société bourgeoise.

Le Conseil fédéral continuera sa tâche d'organisation et nous avons la certitude de vous présenter à votre second congrès régional de l'an prochain une Fédération comprenant la totalité de la représentation des communes de la région.

En attendant, vous ne vous séparerez pas, nous en avons la conviction, sans avoir donné mandat à vos délégués au Congrès national d'Epernay de soutenir intacte la tactique qui a fait la force et la raison d'être du Parti : l'organisation du prolétariat basée sur le fait historique de la lutte de classe. En renouvelant votre confiance aux militants de la première heure, vous affirmerez que vous ne perdrez pas de vue un seul instant votre véritable intérêt qui n'a rien à faire avec les Partis bourgeois (Applaudissements).

Le citoyen A. Grandjean présente ensuite le rapport administratif et financier. Ces deux rapports mis aux voix sont adoptés à l'unanimité.

Le Congrès aborde alors l'examen du manifeste et une intéressante discussion s'engage à laquelle prennent part les citoyens Constans, J. Dufour, Fouilland, Vernade, etc., et à la suite de laquelle le Congrès adopte à l'UNANIMITÉ l'ordre du jour suivant :

Le Congrès régional du Parti Ouvrier français réuni à Montluçon le 30 juillet 1899, après avoir entendu les déclarations du Conseil Fédéral et la discussion générale au sujet de l'attitude de certains socialistes ;

Considérant que le prolétariat ne saurait accepter aucune alliance avec les partis bourgeois ;

Approuve pleinement le manifeste adressé aux travailleurs socialistes par le Conseil National du parti, la commission administrative du Parti socialiste révolutionnaire et l'Alliance communiste révolutionnaire ;

Renouvelle sa confiance aux vieux militants comme Guesde, Vaillant, Lafargue, Pedron, Roussel, etc., qu'il a toujours connus dévoués à la cause des travailleurs ;

Affirme que l'organisation du prolétariat basée sur le fait historique de la lutte de classe pourra seule permettre de réaliser l'émancipation de tous les travailleurs par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le Congrès s'occupe ensuite : De l'extension de l'organe de la fédération, *Le Socialiste de l'Allier* ; des élections municipales. Puis il désigne les membres du Conseil fédéral de la fédération pour 1899-1900.

A l'issue de la tenue du Congrès, une belle et importante réunion publique a eu lieu salle des fêtes de l'Hôtel-de-Ville. Malgré la température élevée, la salle était comble.

Le bureau était composé des concitoyens : Dormoy, président ; Souche, délégué de Bizeneuille, et Marciau, conseiller municipal de Montluçon, assesseurs ; Augros, secrétaire.

Tour à tour, les citoyens J. Dufour, député de l'Indre, S. Létang, député de l'Allier et P. Constans, maire de Montluçon, prennent la parole au milieu d'applaudissements enthousiastes. La séance est levée aux cris répétés de : Vive la Révolution sociale !

L'Éveil Social

Tel est le titre du nouvel organe de propagande et de combat qu'à partir de cette semaine vont publier nos amis de Toulon.

Nos meilleurs souhaits à ce nouveau combattant de l'idée socialiste révolutionnaire.

LES SOCIALISTES et le Ministère Gallifet

Le Comité fédéral de la Fédération du Nord, réuni à Lille le dimanche 30 juillet, a entendu le délégué du Conseil national, prenant acte de ses déclarations, et après discussion :

SUR LA DÉVIATION SOCIALISTE

Considérant que l'entrée d'un socialiste dans le ministère Waldeck-Rousseau n'est que la conséquence de trop nombreuses déviations tolérées, sinon pratiquées, par un trop grand nombre de socialistes, depuis plusieurs années et dont il serait injuste de rendre responsables, aujourd'hui certaines personnalités ;

Mais reconnaissant le danger de pareilles collaborations et voulant affirmer que le terrain de la lutte des classes est le seul qui convienne à l'action socialiste ;

Invite ses délégués à Epernay à demander au Congrès de préciser, pour l'avenir, les conditions de cette lutte, au point de vue de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé, ainsi que les obligations des élus socialistes devant le prolétariat.

SUR L'UNITÉ SOCIALISTE

Considérant que le Parti ouvrier français a, le premier de toutes les fractions socialistes, posé la question de cette unité et qu'il n'est que juste de lui en attribuer l'initiative ;

Mais considérant que dans l'état actuel de l'opinion socialiste, l'unité apparaît momentanément comme une utopie irréalisable et dangereuse ;

Invite ses délégués, à Epernay, à proposer au Congrès que le futur Congrès général soit saisi par le Parti Ouvrier Français d'une proposition tendant à la constitution d'un Conseil qui serait composé des représentants de toutes les fractions socialistes au prorata de leurs forces organisées et d'après un coefficient à déterminer et sous le contrôle duquel serait placée la presse socialiste qui cesserait d'être la propriété de quelques-uns.

(Voté à l'unanimité et par appel nominal des sections de Lille, Roubaix, Armentières, Houplines, Valenciennes, Haubourdellemmes, Loos, Caudry, Anzin, Emmevin, Ammerlín, Wavrin, Douai, Croix, Waziers, Avion, Roncq, Nieppe, Flers, Mons-en-Barœul, Lys-les-Lannoy, Forest, La Chapelle-d'Armentières, Marquette, La Madeleine, Thumesnil, Lomme, Iwiny, La Bassée, Bewrages, Marcq-en-Carceul, St-André, Vieux-Condé, Wahagnies.)

×

Le groupe collectiviste du 3^e arrondissement, réuni en séance ordinaire le 4 août 1899, salle Vidal, 36, rue Michel-le-Comte,

déclare approuver dans son intégralité et sans réserve, le manifeste adressé à la France ouvrière et socialiste par le Conseil national du Parti ouvrier français. En outre, le groupe déclare que le Conseil national n'est pas sorti des attributions que lui confèrent le règlement du Parti et nos Congrès nationaux depuis 1879.

Il ajoute également que le Parti ouvrier n'a pas été créé pour libérer une individualité, mais l'humanité entière, qui est enchaînée depuis des siècles. (Adopté à l'unanimité).

Pour le groupe et par ordre :

Le Secrétaire, Louis DUFOUR

×

Le groupe collectiviste du V^e (adhérent à l'Agglomération Parisienne du P. O. F. et à l'Union des groupes socialistes et révolutionnaires du V^e), après avoir discuté le manifeste et la lettre explicative du Conseil national,

Considérant que le règlement du Parti donne au Conseil le droit de faire connaître son opinion sans consultation préalable des groupes qui jugent ses actes au Congrès annuel ;

Considérant qu'il était nécessaire de profiter des scandales de l'affaire Dreyfus pour ébranler le militarisme ; que les démonstra-

tions du citoyen Jaurès, dans cette affaire, ont prouvé que l'oligarchie militaire ne reculait pas devant le crime de maintenir au bain un innocent et qu'elles ont ainsi servi la propagande antimilitariste; mais que, d'autre part, certains socialistes ont paru croire à la justice bourgeoise et oublier que les Trarieux, Reinach et autres révisionnistes étaient des adversaires à combattre toujours;

Considérant qu'en se rendant à Longchamps, le parti socialiste tout entier a manifesté sa crainte du danger couru par la République et sa volonté de la défendre d'accord avec la bourgeoisie républicaine; que cet accord n'impliquait nullement l'abandon de ses revendications de classe, même s'il devenait nécessaire de participer plus activement à l'œuvre de défense républicaine par la délégation d'un membre du Parti au ministère formé dans ce but; qu'une collaboration ministérielle dans ces conditions aurait été licite et sans aucun rapport avec l'acceptation personnelle du citoyen Millerand, laquelle peut paraître motivée par le désir de partager le gouvernement avec la classe capitaliste; que ce partage du pouvoir bourgeois est, du reste, préconisé par un certain nombre de socialistes qui l'assimilent à la conquête des pouvoirs publics et que de pareilles interprétations de la doctrine justifient le manifeste du Conseil national;

Considérant que le citoyen Millerand a cru faire son devoir en acceptant un ministère; que son erreur provient de son indépendance et de l'absence d'organisme central du Parti socialiste;

Considérant que l'unité socialiste est nécessaire; mais qu'elle n'est possible que par la discipline des membres du Parti et de ses élus; que les militants des organisations ont déjà fait preuve de discipline dans le sein de ces organisations, alors que beaucoup d'indépendants ne sont que les disciplinés des dites organisations; que, dès lors, l'unité socialiste, pour être durable, doit être fondée par les fractions socialistes, grâce auxquelles le socialisme existe en France autrement qu'à l'état de comités électoraux de telles ou telles personnalités;

Pour ces motifs et sous ces réserves, le groupe:

1° Approuve le Conseil national pour son manifeste d'avertissement et s'étonne que la *Petite République* n'ait pas publié la lettre explicative parue dans le *Socialiste*;

2° Félicite le citoyen Jaurès de sa vaillante campagne dans l'affaire Dreyfus; mais regrette que certains socialistes aient pu se laisser duper par les grands mots justiciers et humanitaires de la bourgeoisie révisionniste;

3° Blâme l'entrée du citoyen Millerand dans un ministère bourgeois dans les conditions où elle a lieu;

4° Demande l'unité socialiste à condition qu'il n'en résulte nul dommage pour la doctrine, ni pour la vitalité du Parti.

Le secrétaire,
P.-M. ANDRÉ.

Les membres du cercle collectiviste du 18^e arrondissement, réunis le 2 août, approuvent sans réserve le manifeste du Parti ouvrier français, du Parti socialiste révolutionnaire et de l'Alliance communiste, et regrettent que ses termes incompris aient servi à engager contre les organisations signataires une polémique nuisible aux intérêts généraux du Parti socialiste.

Pénétrés que le rôle historique du Parti ne peut le conduire à des compromissions avec la bourgeoisie, ils ne peuvent approuver l'entrée d'un socialiste dans le ministère Waldeck-Rousseau et considèrent que les socialistes selon la propre parole du citoyen Jaurès, ne pourront gouverner qu'avec le Parti socialiste.

Pour le groupe et par son ordre,
Le secrétaire: E. DUCARNOY.

Les membres du cercle de l'Union des républicains socialistes de Limoges, réunis en assemblée générale extraordinaire le 4 août 1899, ont adopté l'ordre du jour suivant:

Les membres du cercle de l'Union des

républicains socialistes, adhérant au Parti ouvrier français, après étude des causes qui ont amené la scission du Parti socialiste:

Considérant que la lutte sans trêve ni merci du prolétariat contre la bourgeoisie spoliatrice doit être la constante préoccupation de nos élus;

Considérant que l'accord passager des socialistes et des représentants de la classe dirigeante sur une question d'ordre tout particulier ne peut justifier la suspension des hostilités contre une classe dont l'existence est une menace pour les travailleurs;

Considérant que les gouvernants d'aujourd'hui se retrouveront demain aux côtés de la faction capitaliste et militariste pour écraser la classe ouvrière en lutte contre les exploités;

Considérant que les victimes de la semaine de Mai ne sont pas encore vengées;

Envoient à tous les militants socialistes, sans distinction d'école, leur profonde sympathie et expriment le vœu que l'unification socialiste se fasse sur les bases suivantes: lutte de classe, socialisation des moyens de production, conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé, union et action internationale des travailleurs.

Vive la République sociale!
Vive le Parti ouvrier!

×

Le groupe d'Epernay réuni le 3 août en assemblée générale, après la lecture et la discussion du manifeste du Parti Ouvrier Français, du Parti Socialiste Révolutionnaire et de l'Alliance Communiste, a adopté l'ordre du jour suivant:

« Le Cercle d'études sociales de l'arrondissement d'Epernay réuni en assemblée générale le 3 août,

» Déclare approuver entièrement le manifeste du Conseil national du Parti Ouvrier Français, du Parti Socialiste Révolutionnaire et de l'Alliance Communiste;

» Blâme énergiquement les groupes adhérents au Parti Ouvrier Français qui n'ont pas cru devoir attendre pour le désapprouver, la réunion du Congrès national du parti, seul capable de juger les actes du Conseil national;

» Déclare s'affirmer nettement sur le terrain de la lutte de classe, seul qui nous conduise à notre sûre émancipation;

» Accepte avec confiance le Congrès national de toutes les fractions socialistes;

» Et lève la séance aux cris de:
» Vive la République sociale! Vive le Parti Ouvrier.»

Cet ordre du jour a été voté à l'unanimité moins une voix.

×

Le groupe d'études sociales de Boursault réuni en assemblée générale, après avoir discuté la question de la crise, a adopté à l'unanimité des membres présents l'ordre du jour suivant:

Considérant que tout socialiste doit se ranger du côté de la majorité et par conséquent observer la discipline du parti;

Blâme le citoyen Millerand d'avoir accepté un portefeuille dans le ministère Waldeck-Rousseau-Galliffet, sans l'approbation du groupe d'union socialiste de la Chambre.

Considérant que c'est pour ce motif que le dit groupe s'est divisé,

Approuve les signataires du manifeste d'avoir dégagé la responsabilité des fédérations qu'ils représentent;

Regrette que les citoyens Jaurès et Géralt-Richard n'aient vu dans le manifeste qu'une attaque personnelle; tandis qu'il n'est qu'un rappel aux principes, à la tactique et à la discipline du parti socialiste organisé.

Espère que du Congrès National du parti socialiste tout entier sortira l'union des fédérations.

Pour le groupe et par ordre:
Le secrétaire, F. GRANVALLET.

×

Les membres du Cercle socialiste du parti ouvrier d'Alais, réunis le 2 août 1899, avoir envisagé la situation actuelle du Parti socialiste français, déclarent:

1° Qu'il y a lieu de maintenir les organisations existantes qui « produits du temps, résultats d'une sélection libre et réfléchie, tenant leur puissance de la mutuelle confiance des groupes et des membres qui les composent, répondent à des états d'esprit, à des allures, on pourrait dire à des consciences socialistes dont la diversité ne saurait disparaître par décret ».

2° Qu'il y a lieu de relier les diverses organisations par un comité central chargé de fixer les points de doctrine et de trancher toutes les principales questions ayant trait aux diverses méthodes.

3° Qu'il y a lieu de bien définir le critérium du socialisme afin de pouvoir éviter l'invasion du Parti par les intrigants et les ambitieux.

4° Qu'ils adhèrent au Congrès général d'union socialiste de Paris.

Le secrétaire,
G. MAZOYER.

Le président,
B. COMTE.

conseiller d'arrondissement.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

PARIS & BANLIEUE

Fédération de la région Parisienne du Parti Ouvrier français.

— (Réunion plénière du 6 août). — Les groupes adhérents à la Fédération de la Région Parisienne du Parti Ouvrier français ont tenu, le dimanche 6 août, à la Maison du Peuple du 17^e Arrondissement, 45, rue de Balagny, une réunion générale préparatoire au Congrès d'Epernay.

Le citoyen Foucher, membre du Conseil fédéral, a présidé les deux séances.

Quarante-trois groupements étaient représentés. Outre les groupes de l'Agglomération Parisienne, les communes suivantes avaient envoyé des délégués: Maisons-Alfort, Issy-les-Moulineaux, Versailles, Chartres, Fresnay, Melun, Ile-St-Denis, Vincennes, Ivry et Montargis.

L'ordre et la méthode apportés dans la discussion des questions à l'ordre du jour et les importantes résolutions votées tant dans le domaine politique que dans le domaine économique prouvent surabondamment que le prolétariat de la Région Parisienne entend rester plus que jamais sur le véritable terrain de la lutte de classe.

Après examen approfondi de la situation du Parti créée par le Manifeste adressé à la France ouvrière et socialiste par le Conseil national du Parti Ouvrier Français, la Commission administrative du Parti Socialiste Révolutionnaire et l'Alliance communiste, les délégués votent à l'unanimité moins une voix les résolutions suivantes:

1° Le Manifeste à la France ouvrière et socialiste publié par le Conseil National fait le plus grand honneur à ses auteurs qui, par cette énergique intervention ont rappelé que le socialisme devait rester l'ennemi irréductible de la classe bourgeoise.

2° Le Congrès adhère à la proposition faite au nom du Parti ouvrier français par son Conseil national de réunir en congrès toutes les fractions du Parti socialiste.

3° Les journaux qui se réclament du socialisme, pour être considérés comme tels devront être placés sous la direction et le contrôle de l'ensemble du Parti socialiste.

4° Le Congrès déclare qu'un socialiste ne peut faire partie d'un ministère bourgeois.

NORD

Roubaix. — La lettre suivante vient d'être adressée à notre ami Jules Guesde:

Cher citoyen Guesde,

Le « Cercle d'études sociales », composé de jeunes, tient à vous assurer de la grande confiance qu'il a toujours eue en vous, qu'il considère comme son « maître »; il vous envoie ses félicitations, ainsi qu'à Latargue et à Bonnier dont il a lu les articles très intéressants parus dans le « Socialiste », pour le cri que vous avez jeté, avec

Vaillant, à la France ouvrière et socialiste. Il vous remercie infiniment pour le service immense que vous venez de rendre à la cause révolutionnaire.

Pour le Cercle d'Etudes sociales:

Le Secrétaire: J. VINGTRAS

LOIRET

Montargis. — Le groupe de Montargis avait organisé, pour le samedi 5 août, une réunion privée pour entendre le délégué du Conseil national du Parti Ouvrier français, le citoyen Miguët; malgré la fête communale, plus de 100 citoyens avaient répondu à l'appel. Pendant plus de trois heures le conférencier a pu développer, aux applaudissements de l'assemblée, l'ordre du jour portant sur la « Crise socialiste ». Après de nombreuses questions un ordre du jour invitant les travailleurs à continuer la bataille sur le terrain de la lutte de classes et sur l'organisation d'un Congrès général socialiste fut voté à l'unanimité.

Le groupe prend de jour en jour de l'importance et prochainement les camarades de Montargis arront le plaisir de fêter leur 200^e membre. Bravo!

Bonny. — Le citoyen Miguët continuant sa tournée donnait, le dimanche 6 août, une conférence à Bonny (Loiret); les travailleurs ruraux approuvaient la tactique du parti et prochainement le groupe de Bonny donnera, en développant nos doctrines, de nouvelles forces au Parti Ouvrier français.

HAUTES-ALPES

Veynes. — Vendredi 4 août, notre ami A. Zévaës a donné à Veynes une conférence publique qui a obtenu le succès le plus complet et pour laquelle il était accompagné du camarade Loubet, trésorier de la Fédération socialiste de l'Isère, ancien porte-drapeau du Parti ouvrier dans l'arrondissement de Gap (mai 1898).

La réunion était présidée par le citoyen Loubet, assisté des citoyens Laporte, conseiller municipal, Soubra, assesseurs et L. Cornand, secrétaire.

Après une allocution du citoyen Loubet, le citoyen A. Zévaës a éloquentement développé le programme du Parti ouvrier et exposé la situation politique actuelle. Plusieurs salves d'applaudissements ont accueilli le député socialiste de l'Isère, et deux superbes bouquets lui ont été offerts.

L'ordre du jour suivant, proposé et lu par notre ami L. Cornand, est ensuite voté à l'unanimité:

« Les citoyens Veynois, réunis salle du café de la Gare, au nombre de plus de 400, après avoir entendu la parole socialiste du vaillant député de Grenoble, le citoyen Alexandre Zévaës, approuvent les déclarations qu'il a faites et s'engagent à lutter pour le socialisme qui seul peut donner aux travailleurs des champs et de l'usine le bonheur et la liberté auxquels ils ont droit.

« Ils profitent de cette heureuse circonstance pour envoyer leur salut fraternel aux vieux militants de la classe ouvrière et du parti socialiste qui, par leurs sacrifices et leurs efforts depuis 25 ans, ont préparé l'avènement de la République sociale.

« Ils lèvent la séance aux cris de: Vive le Parti ouvrier! Vive la République Sociale!»

Après le vote de l'ordre du jour, le camarade Chouvet entonne les couplets de l'*Internationale*, dont la foule reprend en chœur le refrain; et c'était, certes, un réconfortant spectacle que celui de cette population d'un chef-lieu de canton des Hautes-Alpes entonnant à pleins poumons les admirables strophes de Pottier.

La réunion est ensuite levée aux cris répétés de: Vive la Sociale!

On se rend alors au Café du Peuple, admirablement décoré et illuminé, et où les militants présents, au nombre de plus de 200, décident, après une allocution du citoyen Zévaës, la formation d'un groupe du Parti Ouvrier. Les citoyens Cornand, Laporte, Soubra et Chouvet sont aussitôt désignés pour constituer la commission exécutive du groupe.

La semaine précédente, à la suite d'un concert familial donné avec le concours du citoyen Chouvet, une collecte avait été faite

au profit du monument de la citoyenne Aline Valette, collecte qui avait produit la somme de 12 francs expédiée aussitôt au Conseil National.

LOZÈRE

Saint-Frezal-de-Ventalon. — Dimanche 30 juillet, nos amis Mazoyer (de la Fédération socialiste du Gard) et Comte, conseiller d'arrondissement d'Alais, ont donné à Saint-Frezal, salle du café du Progrès, une conférence où ils ont expliqué le socialisme.

Cette conférence a laissé chez tous ceux qui y assistaient la meilleure impression et ne manquera pas de porter ses fruits.

VAR

Toulon. — Mercredi 2 août, notre ami A. Zévaès, délégué par le Conseil national du Parti, s'est rendu à Toulon où l'Agglomération du Parti — actuellement formée de quatre groupes — avait organisé, salle Marchetti, une grande conférence publique et contradictoire.

La salle était archi-comble.

Le citoyen Revest, ancien conseiller municipal, ouvre la séance au nom de l'Agglomération Toulonnaise et, après avoir présenté le conférencier, fait procéder à la nomination du bureau. Sont nommés : président, le citoyen J. Milhaud ; assesseurs, les citoyens Victor Reymoneq et Berton, anciens conseillers municipaux socialistes.

Après une allocution du citoyen Milhaud, le député socialiste de l'Isère prend la parole. Dans une éloquent harangue de près de deux heures, il aborde successivement les différents traits de la situation actuelle. Puis, se plaçant au point de vue économique, il fait un exposé complet de la doctrine collectiviste dont il montre le caractère scientifique. Il termine en prouvant, par l'exemple des divers scandales français, militaires, etc. (Panama, affaire Dreyfus), la décomposition de la bourgeoisie capitaliste dont la mission historique est maintenant épuisée et qui doit désormais faire place au prolétariat.

A maintes reprises, le discours de notre ami a soulevé de frénétiques acclamations.

Deux questions sont ensuite posées au conférencier : l'une, par un anarchiste, relative au parlementarisme ; la seconde relative au manifeste. Le citoyen Zévaès y répond à la satisfaction générale et aux applaudissements de l'auditoire.

Deux ordres du jour sont ensuite votés à l'unanimité, acclamant le socialisme. La réunion prend fin aux cris de : Vive la Sociale !

HORLOGERIE-BIJOUTERIE-ORFÈVRE

PIÈCES DE COMMANDE
RÉPARATIONS EN TOUS GENRES

CAMILLE FLUKIGER

EX-ÉLÈVE

DE L'ÉCOLE D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS

17, Avenue de la République

PARIS

Montre cylindre... P. O. F. homme Fr.	12 50
Montre » » dame.....	12 50
Montre ancre acier. 3/8 homme....	24
Montre » métal 3/8 »	21
Montre cylind. acier 3/8 dame.	20
Montre — métal 3/8 »	18
Chaîne métal oxydé. P. O. F. régence..	0 70
Chaîne métal oxyde. P. O. F. gilet.	1 45
Boutons manchette métal oxydé, doré, argenté	
P. O. F.	0 75
Conditions spéciales pour les Groupes du Parti	

L'INSURGÉ

La bibliothèque du Parti (5, rue Rodier) tient à la disposition des groupes l'Insurgé paroles et musique, au prix de 2 fr. 50 le cent, franco à domicile.

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les bureaux de Tabac :

" LE PAPIER DES 3/8 "

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

Adresser Commandes et Mandats à

RENÉ CHAUVIN, 8, PASSAGE TIVOLI. — PARIS

GRANDS SALONS DE COIFFURE

POUR DAMES ET MESSIEURS

Confortable Installation. Service antiseptique

René CHAUVIN

8, Passage Tivoli (près la gare St-Lazare)

PARIS

Ne pas confondre : La Maison est au Numéro 8

Le Diamant à la portée de toutes les bourses par les

Diamants Rusty

21, Boulevard Poissonnière, 21

PARIS

Inaltérables et plus beaux que les vrais

La vulgarisation des perles du plus bel orient, rondes, roboles, etc., etc. par les

PERLES RUSTY

21, Boulevard Poissonnière, 21

Bagues de fiançailles, corbeilles de mariage. — Alliances or et argent. — Colliers de perles de 4 à 16 rangs. — Épingles de cravate, boucles, broches, bijoux de toutes sortes.

La Maison Rusty, 21, boulevard Poissonnière, fabriquant tous ses articles elle-même, défie toute concurrence.

Le Catéchisme de l'Ouvrier

Notre excellent ami Ch. Baggio (21, rue du Centre, à Carvin (P. de C.) vient de faire une deuxième édition de son Catéchisme de l'Ouvrier, bonne brochure de propagande de 100 pages.

Les militants, groupes, bibliothèques socialistes etc., n'ont qu'à adresser leur demande à l'auteur et il leur sera envoyée une brochure gratuitement.

18, RUE DES MATHURINS
PRÈS DE L'OPÉRA

LE HAMMAN

BAINS TURCO-ROMAINS

SUDATION
MASSAGE
LAVAGE
PISCINE

SALONS DE REPOS
SALON DE COIFFURE
PÉDICURE, BUFFET
HYDROTHERAPIE COMPLÈTE
SALLE DE GYMNASTIQUE.

BAIN DES DAMES 47, BRD HAUSSMANN

Les journaux du Parti sont priés de reproduire la note suivante :

PETITE BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

Pour 1 fr. 25. la BIBLIOTHÈQUE du PARTI OUVRIER FRANÇAIS (5, rue Rodier, à Paris), envoie franco à domicile les Brochures suivantes :

1. Programme du Parti Ouvrier, par Jules Guesde et Paul Lafargue.
2. Disparition de la Petite Propriété, par K. Kastry.
3. Des lois protectrices au Travail, par Jules Guesde.
4. Le Communisme et l'Évolution économique, par Paul Lafargue.
5. Le Collectivisme du Palais-Bourbon, par Jules Guesde.
6. Manifeste du Parti Communiste, par Karl Marx et F. Engels.
7. Patriotisme et Internationalisme, par Jean Jaurès.
8. Le Problème et la Solution, par Jules Guesde.

La Marche du 1^{er} Mai

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier) tient à la disposition des Groupes la Marche du 1^{er} Mai, paroles et musique, au prix de 2 fr. 50 le cent, franco à domicile.

La Carmagnole du Parti Ouvrier

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier) tient à la disposition des Groupes la Carmagnole du Parti Ouvrier, paroles et musique, au prix de 2 fr. 50 le cent, franco à domicile.

L'Internationale

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Internationale d'EUGÈNE POTIER, paroles et musique, au prix de 2 fr. 50 le cent, franco à domicile.

Propagande Républicaine-Socialiste

A. LECOURTOIS

Libraire, rue Daubenton, 42

Livraison immédiate à domicile, à raison de 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au Socialisme, à l'Histoire, aux Sciences naturelles et à la Littérature en général.

Se charge également de la reliure des livres dans les mêmes conditions.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

SALAIRES, PRIX, PROFITS

par Karl MARX

BROCHURE DE 100 PAGES

Prix : 0,60 franco à domicile

Bibliothèque du Parti, 5, Rue Rodier

VIENT DE PARAÎTRE :

L'APPLICATION DU SYSTÈME COLLECTIVISTE

par Lucien DESLINIÈRES

Préface de J. JAURÈS

VOLUME DE 520 PAGES

PRIX : 5 francs (port compris)

Adresser demandes à la Bibliothèque du Parti

5, Rue Rodier, PARIS

LA PRESSE DU PARTI

Le Socialiste (hebdomadaire) organe central du Parti. — Rédaction et administration, 5, rue Rodier, Paris.

Le Réveil du Nord (quotidien), Lille.

L'Égalité (quotidien), Roubaix.

Le Combat (quotidien) Calais.

Le Socialiste de la Gironde, Bordeaux.

Les Antilles Socialistes, Paris.

Le Droit du Peuple (hebdomadaire) Grenoble.

Le Réveil des Travailleurs (hebdomadaire), Troyes.

Le Socialiste de l'Allier (hebdomadaire), Montluçon.

L'Avant-Garde (hebdomadaire), Roanne.

Le Républicain (hebdomadaire), Perpignan.

L'Avenir (hebdomadaire), Valenciennes

L'Echo des Deux-Sèvres (hebdomadaire), Niort.

La République Sociale (hebdomadaire) Narbonne.

La Bataille sociale (hebdomadaire) Limoges

L'Avenir Social (hebdomadaire) Marseille.

La République Sociale de Seine-et-Oise (hebdomadaire) Corbeil.

Le Tocsin Social (Lyon).

L'Echo des Travailleurs (Boulogne-sur-mer).

Le Gérant : E. DELADERERE.

Paris. — Imp. du Socialiste, 120, rue Oberkampf

Le Socialisme

au Jour le Jour

PAR

JULES GUESDE

Propriété et Profits capitalistes

Autour d'une Grève

Leurs Remèdes

Solution

Varia

Un fort Volume de 500 Pages

Pour les Groupes et les Membres du Parti **2 FR. 50** (port en sus, 50 cent.) au lieu de 3 fr. 50

S'adresser aux Bureaux du SOCIALISTE, 5, rue Rodier, Paris.